

Cependant, j'ai été choqué par le discours qu'a prononcé cet après-midi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) qui a défini le rôle que le gouvernement a décidé d'adopter. Je pense que ce dernier a raté une belle occasion. Certains ministériels ont fait valoir qu'ils ne pouvaient appuyer la résolution. Ils ont de bonnes raisons et je comprends fort bien qu'ils s'opposent à une motion qui reproche au gouvernement son inaction, mais à mon avis, le courage leur a manqué pour s'attaquer de front à la question des souffrances, du mépris des droits de l'homme et des assassinats qui sont perpétrés dans un très petit pays d'Amérique centrale. On a laissé entendre que les Canadiens connaissent peu cette région du monde et ne s'y intéressent guère. Pourtant, il y a chez nos concitoyens beaucoup de compassion, de courage et de bonne volonté pour venir en aide à ces gens. Nous possédons également les connaissances et l'expérience voulus pour agir, mais il semble que la distance soit une raison qui justifie la position gouvernementale.

Je pense que dans de telles situations nous pourrions jouer un rôle important et utile. A l'heure actuelle, deux pays sont en fort mauvaise posture et nous devrions dénoncer publiquement l'oppression dont ils sont victimes. Le premier est le Salvador. Des députés ont dit aujourd'hui qu'entre 5,000 et 6,000 enfants ont été tués parce qu'on les soupçonnait d'être des opposants au régime. On ne saurait tolérer de tels crimes.

Si je ne m'abuse, le Salvador a été dirigé par une oligarchie de 14 familles. Ces dernières contrôlaient le pays pour leurs intérêts propres. Aujourd'hui, certains députés ont employé une expression fâcheuse; certains de leurs discours ont dû être rédigés par des fonctionnaires, car ils ne s'en tenaient qu'à des faits. En effet, ils ont fait valoir que le Salvador était un pays merveilleux et ont beaucoup vanté les progrès réalisés. Je ne sais pas qui a eu la brillante idée de faire dire à certains de ces députés que «la junte militaire était des plus respectées». On pourrait, certes, aller jusqu'à dire que oui, en effet, Hitler a enrayé le chômage, ou encore que sous Mussolini, les trains étaient toujours à l'heure. Le choix de ces exemples ne me paraît pas heureux, cependant. Je ne devrais pas, ou plutôt le gouvernement ne devrait pas souscrire à certaines des choses qui se produisent au Salvador en ce moment et la position qu'il a adoptée durant ces dernières semaines me déroute quelque peu.

Le mois dernier, en effet, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a été invité à s'entretenir avec le général Haig, à Washington. Le général Haig lui a alors demandé de souscrire officiellement au rôle général joué par les États-Unis en Amérique centrale et à la fourniture d'armes au Salvador. Ainsi, aussitôt rentré, le ministre a docilement sanctionné l'envoi d'armes et de conseillers américains au Salvador. A mon avis, il a eu tort. En effet, la réaction de la Chambre a été immédiate et tonitruante.

Le lendemain, le premier ministre (M. Trudeau) a voulu préciser qu'à son avis, le gouvernement américain faisait une erreur. En ma qualité d'observateur de longue date des relations canado-américaines, j'ai vu, et nous en sommes d'ailleurs tous témoins, ce qui s'est produit quand le Canada a essayé de contredire les États-Unis. Je ne sais pas s'il y a eu de réaction immédiate à la déclaration du premier ministre selon laquelle les États-Unis avaient fait une erreur car, peu après, le traité de pêche était relégué aux oubliettes, les États-Unis déblo-

quaient des fonds pour le projet de dérivation Garrison et remettaient en question la construction du gazoduc de l'Alaska; là encore, nous avons eu droit, aujourd'hui même d'ailleurs, à un nouveau discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans lequel il affirmait souscrire aux initiatives américaines. Ce soir, nous avons entendu diverses interventions des ministériels, faisant valoir tous les changements positifs survenus au Salvador.

A mon avis, monsieur l'Orateur, c'est l'un des gouvernements les plus destructifs qui ait jamais existé. Les Canadiens et le gouvernement devraient prendre position et condamner ses activités. Nous devrions demander que l'on tente résoudre ce conflit par voie d'arbitrage ou de médiation et qu'on mette fin aux envois d'armes et de conseillers militaires.

Un autre pays d'Amérique centrale est menacé, qui vient de traverser une crise semblable à celle que le Salvador connaît aujourd'hui, c'est le Nicaragua. Je trouve cela particulièrement inquiétant après les événements que l'influence américaine a provoqués au Chili. Dans ce dernier pays, que le gouvernement ait eu tort ou raison, la dictature militaire a assassiné 30,000 personnes. Je pense que nous pouvons tenir les États-Unis responsables de l'existence de cette dictature.

Il semble y avoir aujourd'hui au Nicaragua un gouvernement qui a remplacé l'un des dictateurs les plus condamnables d'Amérique centrale, Somosa. Il a fallu du temps pour s'en débarrasser. La litanie des meurtres, des tortures et de viol des droits de la personne, est aussi longue que celle du Salvador. Aujourd'hui, cependant, les États-Unis parlent de boycottage, accusent le Nicaragua d'expédier des armes au Salvador et le menacent de toutes sortes de représailles. Je pense, toutefois, que ce pays traverse une période qui l'amènera à améliorer sa situation et à instaurer la démocratie. Quarante p. 100 de sa capacité de production a été volée ou retirée par représailles par Somosa, des milliers de personnes ont été tuées; Somosa a détruit le pays, mais aujourd'hui une junte de cinq hommes le reconstruit. Il commence une période de reconstruction et on doit y tenir des élections en 1985. Aujourd'hui, j'ai entendu le secrétaire d'État aux Affaires extérieures condamner cela, prétextant qu'au Salvador on a prévu des élections à plus court terme.

Je prétends que si nous apportions notre aide à cette reconstruction, que si nous appuyions un gouvernement qui amorce une période d'évolution après avoir mis fin à une révolution violente et qui veut maintenant s'attaquer à la tâche de reconstruire le pays, il se pourrait que les élections aient lieu encore plus tôt.

Le taux d'analphabétisme est d'environ 70 p. 100. Quinze jours après avoir pris le pouvoir, la junte a entrepris une campagne d'alphabétisation. Quatre mois plus tard, des milliers de jeunes étaient envoyés dans les campagnes pour enseigner aux habitants à lire et à écrire. Dans certains secteurs habités par les Indiens, ils ont inventé une forme écrite pour des langues qui n'en avaient pas. Le gouvernement a ensuite lancé une campagne de santé publique. Les Nicaraguayens ne meurent ni du cancer ni de maladies de luxe, mais de diarrhée. Ils ignorent totalement le ba ba en matière de santé et d'hygiène. Ensuite, le gouvernement a lancé une campagne en vue d'améliorer les normes de santé et d'hygiène.